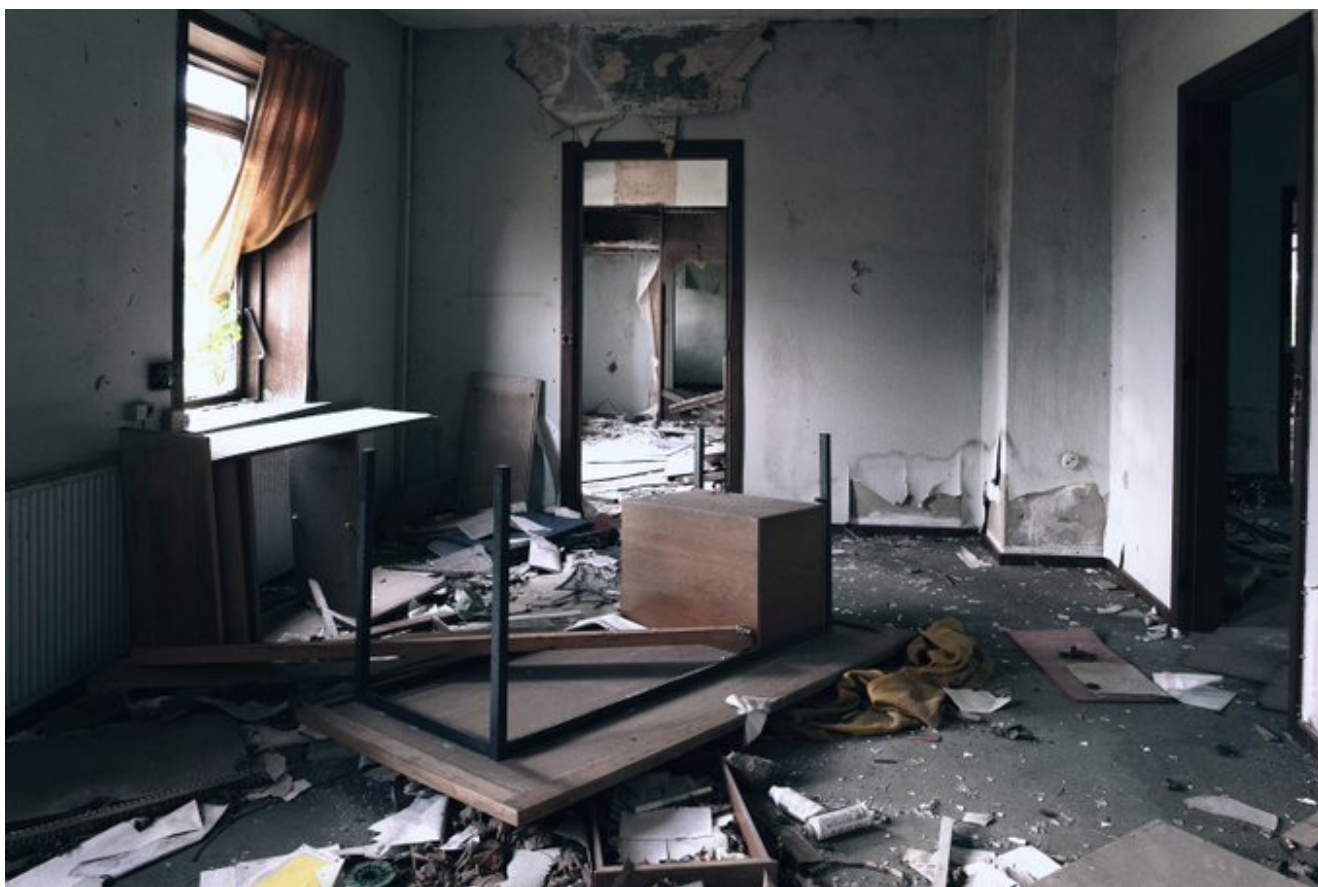


Le “Front populaire” d’extrême gauche promet d’aider les squatteurs en cas de victoire

écrit par Jules Ferry | 17 juin 2024





Avec le Front populaire, la loi sera du côté des squatteurs, c'est dans leur programme.

La loi « anti-squats » sera supprimée par le *Nouveau Front populaire* d'extrême gauche en cas de victoire aux élections législatives.

Rappelez-vous, pour l'extrême gauche, “la propriété, c'est le vol”. Vu que les caisses sont vides, ils vont donc tout nous prendre pour pouvoir continuer à arroser les banlieues. Et les parasites pourront même se loger gratuitement.

Cette loi est loin d'être parfaite mais elle avait pour objectif de mieux réprimer les squats afin de décourager cette pratique et de renforcer la protection des propriétaires en cas d'occupation illégale de leur logement.



https://immobilier.lefigaro.fr/article/la-loi-anti-squats-se-ra-supprimee-si-le-nouveau-front-populaire-gagne-les-legislatives_a1342efc-2a5c-11ef-ba57-bd6005d30234/

Tout comme en Espagne. De nombreuses personnes qui ont acheté un appartement sont victimes, comme des Britanniques pour un pied à terre de vacances ou des Espagnols pour arrondir leur retraite.

Et maintenant ils doivent même payer l'eau, le gaz et l'électricité de ces gens là. Et cela prend des années pour

recupérer leur propriété.

En Espagne...le cauchemar des propriétaires



La maison de la britannique Sophie, à Ibiza, retrouvée toute retournée

Les gangs exploitent une clause de la constitution espagnole

qui donne à tous les citoyens « le droit à un logement convenable », en particulier s'ils ont des enfants.

Les squatteurs obtiennent le droit de vivre dans une propriété et ne peuvent être expulsés sur décision judiciaire que s'ils restent dans un endroit sans contestation pendant 48 heures.

Mais le nombre d'affaires qui encombrant les tribunaux signifie que le processus d'expulsion peut prendre jusqu'à deux ans dans certains cas.

De nombreux gangs de squatteurs sont connus sous le nom de « mafia de l'extorsion », car les propriétaires désespérés ont souvent recours à des pots-de-vin en versant des milliers d'euros pour les faire partir.

Les maisons de vacances, dont les 800 000 en Espagne qui appartiennent à des Britanniques, sont devenues une cible privilégiée car elles peuvent rester vides pendant de longues périodes, permettant aux squatteurs de s'introduire par effraction et de s'établir avant que quiconque ne s'en aperçoive.

Le professeur de yoga britannique Sophie Robinson, 48 ans, n'a découvert que sa villa était occupée lorsqu'elle et ses deux filles adolescentes ont quitté le Royaume-Uni pour les vacances de Pâques cette année.

Elle a été choquée de découvrir que les serrures avaient été changées et qu'un couple avec deux enfants avait emménagé lorsqu'ils sont arrivés à minuit dans sa villa de Cap Negret, près de San Antonio à Ibiza.

Mme Robinson, dont le mari Marc est chef de l'unité d'extradition du *Crown Prosecution Service*, a été informée par la police qu'elle n'avait pas le droit d'entrer dans sa maison.

Au lieu de cela, les agents l'ont informée qu'elle devrait continuer à payer les factures d'eau et d'électricité sur la propriété jusqu'à ce qu'elle reçoive un avis d'expulsion.

Mme Robinson a dû engager un cabinet d'avocats local pour lancer la procédure pendant qu'elle et ses filles rentraient chez elles.

Heureusement, son avocat a réussi à accélérer la procédure judiciaire et a obtenu un avis d'expulsion dans un délai de cinq semaines.

Mais lorsque la police de la Guardia Civil est arrivée pour procéder à l'expulsion, elle n'a trouvé aucune trace d'enfants dans la propriété de trois chambres.

Ses avocats n'ont trouvé que des vêtements pour adultes laissés sur place et des serrures installées sur chaque porte de chambre, ce qui suggère qu'il y avait eu plusieurs occupants.

Des accessoires liés à la drogue étaient éparpillés sur le sol et les effets personnels de Mme Robinson, notamment ses vêtements, ses chaussures, un rameur et son vélo, manquaient. Les coussins et les matelas des lits étaient en ruine et ont dû être jetés.

[Dailymail](#)

Après tout, comme en Espagne, cela donnera peut-être du travail à de nouvelles sociétés de sécurité

... dont l'objet sera de déloger les squatteurs !

https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2024/06/ssstik-io_b3nas-s_1718455852381.mp4